**Aux États-Unis, le fardeau de la dette étudiante**

Fanny Allard, émission « Focus », france24.com, 2 juillet 2019

<https://www.france24.com/fr/20190701-focus-etats-unis-dette-etudiants-universite-frais-scolarite-crise-financiere-subprimes>

**Exploitation pédagogique**

1. Comment les étudiants américains peuvent-ils financer de telles sommes ?

2. Quelle est la part des élèves qui ont eu recours à un emprunt pour financer leurs études en 2018 ?

3. Quels sont les risques liés à la souscription de tels emprunts pour les étudiants ?

4. À combien s’élève au total la dette étudiante aux États-Unis ?

5. Pourquoi peut-on parler de « bulle » pour décrire l’évolution des frais de scolarité ?

6. Combien d’Américains font défaut sur leur dette chaque année ? Comment ce chiffre devrait-il évoluer ?

7. Selon vous, quelles conséquences cela peut-il avoir à terme sur l’activité bancaire et sur l’économie réelle ?

**Corrigé**

1. Dans l’exemple cité dans la vidéo, les frais de scolarité pour une année s’élèvent à 78 000 dollars. Soit les parents ont les moyens de payer ces frais, soit il faut recourir à un crédit (des parents ou de l’étudiant).

2. En 2018, 69 % des élèves ont contracté un emprunt étudiant.

3. Si les étudiants trouvent un emploi qui ne correspond pas à leur niveau de qualification ou qui ne leur offre pas une rémunération suffisante, ils ont alors des difficultés à rembourser leurs crédits, ce qui fait que leur niveau de vie est fortement dégradé (faible pouvoir d’achat, difficultés à satisfaire ses besoins, sacrifices).

4. La dette étudiante s’élève à 1 500 milliards de dollars.

5. On peut parler de « bulle » dans la mesure où le montant des frais de scolarité ne fait qu’augmenter, ce qui alimente d’autant plus la dette étudiante.

6. Chaque année, 1 million d’Américains font défaut sur leur dette. En 2023, on estime que ce chiffre sera de 15 millions.

7. Si le nombre de défauts augmente, cela peut entraîner une crise bancaire et financière, dans la mesure où les banques seront impactées dans leur capacité à alimenter l’économie en liquidités. Cette crise financière pourrait ensuite impacter l’économie réelle (baisse de la croissance, hausse du chômage).